



Décision n° 2019-28

autorisant la régularisation sous conditions
de travaux et d'installations effectués dans le cœur du Parc national,

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-26 et R.331-67,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

VU le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 14 et 18 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU le rapport de manquement administratif n°PA/2018/PNM/ROY/02 daté du 14 août 2018 ainsi que les observations formulées par Monsieur ORY Yves et Madame CLERC Caroline, datées du 07 septembre 2018,

VU l'arrêté de mise en demeure n°2018-13 daté du 13 novembre 2018,

VU la demande de régularisation déposée le 07 décembre 2019 par Monsieur ORY Yves et Madame CLERC Caroline, ainsi que les pièces complémentaires transmises le 31 décembre 2018,

VU l'avis émis par le Conseil Scientifique du Parc national du Mercantour en date du 03 février 2019,

Considérant que la demande porte sur la régularisation de travaux de mise aux normes d'un système d'assainissement individuel, raccordé à un appentis mitoyen d'un « casoun » à usage d'habitation saisonnier,

Considérant que ces travaux ont été effectués sur une propriété située dans le cœur du parc national du Mercantour, sans bénéficier des autorisations préalables requises au titre de la réglementation particulière en vigueur dans cet espace protégé,

Considérant que le projet de mise aux normes a toutefois été approuvé par le Service Public de l'Assainissement Non Collectif de la Communauté d'agglomération de la Riviera française,

Considérant que le projet a été approuvé sous réserve que les WC extérieurs pré-existants, soient démontés, rapatriés dans l'appentis et raccordés au nouveau système d'assainissement individuel,

Considérant qu'entre l'approbation du projet par le SPANC et la finalisation des travaux, une douche et un lavabo extérieurs supplémentaires ont été installés sur la propriété sans qu'ils soient raccordés au nouveau système d'assainissement individuel,

Considérant que les travaux effectués n'ont pas fait l'objet du contrôle de réalisation du SPANC tel que prévu par les procédures en vigueur et qu'il y a donc lieu de considérer la situation comme non conforme à l'obligation issue de l'article L1331-1-1 du code de la santé publique,

Considérant toutefois que dans leur demande de régularisation, Monsieur ORY et Madame CLERC s'engagent à démonter les WC et la douche extérieurs avant le 31 octobre 2020, de sorte à disposer d'un délai pour réaliser des travaux dans l'appentis mitoyen du casoun visant à le transformer en salle d'eau,

Décide :

Article 1 :

Monsieur ORY Yves et Madame CLERC Caroline, domiciliés « Sur le Gez 10 – case postale 7, 2340 Le Noirmont (Suisse) » sont autorisés à titre de régularisation et aux conditions définies aux articles suivants, à procéder à des travaux de mise aux normes d'un système d'assainissement individuel installé sur la parcelle n°180 section J de la commune de Saorge.

Article 2 :

Les travaux de mise aux normes prescrits à l'article 3 seront réalisés au plus tard le 31 octobre 2020.

Article 3 : prescriptions relatives aux installations sanitaires extérieures

La présente régularisation est accordée sous réserve des prescriptions suivantes :

3.1. La douche et les WC extérieurs actuellement non raccordés au système d'assainissement individuel doivent être intégralement démontés.

3.2. L'évier extérieur devra être raccordé au système d'assainissement individuel ou en l'absence, devra être intégralement démonté.

3.3. Les matériaux issus du démontage de ces constructions et installations devront être évacués en dehors du cœur du parc national vers des installations de traitement autorisés, si ceux-ci ne peuvent pas être réutilisés au profit de travaux intérieurs ou de travaux extérieurs préalablement autorisés au titre des réglementations en vigueur.

Article 4 : autres activités ou travaux soumis à autorisation ou déclaration préalable

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du Parc national ou des démarches rendues nécessaires par les autres législations en vigueur.

Article 5 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du Parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 6 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant de sa publication.

Fait à Nice, le 6 février 2019



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER